

tion semblable est adressée aux premiers ministres des autres gouvernements du Commonwealth. Dès l'instant, je suis en mesure, en ma qualité de premier ministre, de soumettre cette question à mes collègues du cabinet. Or, quand j'informe le gouvernement britannique relativement à une question quelconque, je ne lui fais pas connaître, dans l'ambiance londonienne, mon propre avis seulement, mais ce que je dis est fondé sur la décision que je puis prendre après avoir consulté les membres du gouvernement qui viennent de toutes les parties du Canada et dont chacun est responsable directement envers le Parlement qui lui, à son tour, est responsable envers la population de tout le pays. Comment, je le demande, des conférences entre des cabinets peuvent-elles avoir lieu d'une façon plus efficace?

Si je m'oppose à aller à Londres assister à des conférences impériales pour chercher à y arrêter des programmes, si tel en est le but, c'est que je me sens fort désavantagé dans de telles conditions; et quand j'exprime mon opinion, je parle sans acception de personne, car je parle de quiconque occupe la position de premier ministre du Canada. Le premier ministre qui assiste à une conférence à Londres s'abouche avec tous les membres d'un cabinet. Il doit être seul. Il n'est pas accompagné de tous ses collègues, mais seulement de quelques-uns, à moins que les affaires de son propre pays n'en souffrent pendant son absence. Du reste, il est privé de ses conseillers, qui sont tous très importants lorsqu'il s'agit de discuter ces grandes questions de paix et de guerre. D'autre part, chaque ministre du cabinet à Londres a ses propres conseillers techniques qui prennent place à ses côtés aux séances du cabinet lorsqu'on discute certaines questions particulières, ou qui se tiennent dans une salle voisine, de sorte qu'il est en mesure de se prévaloir de leurs vues ou des impressions que font naître chez eux les mesures proposées. Et puis, les ministres peuvent discuter avec tous leurs collègues et faire des déclarations fondées sur les opinions arrêtées de cette façon. Je le répète, à moins d'être prêt à se faire accompagner de ses collègues, de spécialistes et d'experts, et de consentir à ce que l'administration des affaires publiques du Canada soit laissée à d'autres en l'absence de ces ministres responsables et de ces hauts fonctionnaires pendant que se tient la conférence impériale, on ne saurait être en mesure de discuter les questions comme elles devraient l'être, et, à la lumière des responsabilités qu'imposent les circonstances, de la façon dont on voudrait le faire. Mais puisque, comme nous le voyons aujourd'hui, nous suivons un système où toute question soulevée est discutée sous toutes ses

[Le très hon. Mackenzie King.]

faces par les cabinets du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud et de la Grande-Bretagne; lorsque des échanges de vues sont effectués dans un espace de temps très restreint, comment pourrait-on trouver un moyen plus efficace d'obtenir un consensus d'opinions, d'étudier une politique commune et une coordination de lignes de conduite? Je suis entièrement en faveur d'une consultation intime, d'une étroite collaboration et de la coordination efficace d'attitudes politiques sur toutes ces questions entre les différentes parties de l'Empire britannique. Soyons unis autant que possible, en pensée et en action. Cherchons également, à l'égard des autres pays, à réaliser une collaboration et une coordination plus intimes de programmes politiques qui nous conduiront à ce monde meilleur qui, nous l'espérons, régnera à l'avenir.

Je terminerai en faisant une allusion...

M. J. H. BLACKMORE (Lethbridge): Le très honorable député me permet-il une question? Depuis que lord Halifax a prononcé son discours, je me suis demandé quels nouveaux éléments de coordination ou quels rouages de coopération il avait à l'esprit, autres que ceux que le premier ministre a exposés. Je me demande si le premier ministre ne pourrait pas nous donner quelque idée de ce que cette coordination pourrait exiger davantage.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je ne désire en aucune façon essayer d'interpréter les vues de Lord Halifax, mais afin d'exposer clairement la situation, je crois devoir dire que Lord Halifax exprimait ses propres vues. J'ai appris qu'il ne faisait aucune déclaration au nom du gouvernement britannique. Il parlait comme un particulier venu au Canada afin de prendre la parole devant un groupe important à Toronto, et il a exprimé ses vues sur un sujet qui lui est cher depuis toujours. Je crois qu'en lisant soigneusement le discours de Lord Halifax, on constatera que, sur plus d'un point, ses paroles n'ont pas été interprétées comme il aurait voulu qu'elles le fussent. A mon sens, Lord Halifax est un philosophe politique ainsi qu'un très éminent homme d'Etat. Il passait en revue le siècle dernier ainsi que les développements qui se sont produits au cours de cette période, et il entrevoyait dans son esprit les changements qui s'avéreraient peut-être nécessaires dans l'organisation de l'Empire au cours du prochain siècle. Je crois qu'il désirait simplement communiquer à son auditoire et, par son intermédiaire, au grand public, certaines idées qu'il croyait dignes d'être étudiées par tous ceux d'entre nous que l'avenir intéresse. Toutefois, je crois qu'il est très malheureux, com-